

Texte de Politique Générale

Commission: Conseil Economique et Social

Question: Un nouveau système financier symbole d'équité et de stabilité

Auteur: Allemagne

Le système financier actuel, qui présente de très importantes failles, est instable. En effet, ceci, cumulé à la globalisation financière, peut supposer de sérieux dégâts pour l'ensemble des pays. Nous en avons eu la preuve avec la crise des subprimes, commencée aux Etats-Unis en 2007 mais propagée au reste du monde. À partir de cet évènement, le Groupe des vingt (G20), créé en 1999 et originellement destiné à réunir une fois par an les gouverneurs des banques centrales et les ministres des Finances des pays membres, est devenu le groupe principal de coopération économique et financière.

L'Allemagne estime que, pour réduire le déficit public, le comportement à adopter serait une politique économique de rigueur, c'est-à-dire, augmenter la fiscalité applicable et diminuer les dépenses publiques. Ce système viserait donc à éviter, d'une part, l'accumulation des déficits publics, de freiner, d'autre part, l'inflation et enfin de limiter le surinvestissement.

Si l'action de la Banque centrale européenne (BCE) a permis de calmer l'inquiétude des marchés depuis l'année 2012, le taux d'endettement de certains pays comme la France ou l'Espagne, reste encore très élevé. Le contrôle rigoureux permettrait donc d'éviter l'apparition de bulles immobilières, où la hausse artificielle et élevée des prix des actifs immobiliers serait excessive par rapport à leur valeur intrinsèque réelle. Notre pays est convaincu de l'importance de mener une politique de ce type pour atteindre une croissance économique forte. Angela Merkel, chancelière d'Allemagne, a soutenu et soutien toujours l'euro fort.

En outre, en tant qu'une des plus grandes puissances économiques mondiales, l'Allemagne a l'honneur de faire partie du G7, groupe de partenariat économique et de discussion qui lui confère un important pouvoir d'influence. Nous estimons qu'il s'agit d'un avantage, non seulement pour nous mais aussi pour les autres pays, puisqu'ils peuvent adopter les techniques efficaces qu'emploie notre État. En effet, l'économie allemande a confirmé son rôle moteur dans la zone euro en augmentant son produit intérieur brut (PIB) de 0,4% au quatrième trimestre de 2016, comme l'ont indiqué les données publiées mardi 14 février par Destatis (l'institut fédéral de statistiques allemand). La croissance s'établit donc pour cette même année à 1,9%, 0,2 points de pourcentage plus élevée que celle de la zone euro (1,7%).

Nous voulons souligner que notre pays est également ouvert à apporter son aide aux réfugiés. Si nous voulons un système financier équitable nous devons d'abord être solidaires entre nous. Nous croyons en l'entraide qui peut être positive pour nous aussi bien que pour nos nouveaux arrivants.

L'Allemagne soutien un système financier stable, et une Europe unie. Après avoir reçu les dirigeants de tous les partis politiques ayant participé au Bundestag, Angela Merkel a demandé d'agir « avec calme et détermination » et s'oppose à des « solutions rapides et simples qui diviseraient encore davantage l'Europe ». Elle souhaite donc « le renforcement de la zone euro » qui améliorerait les conditions de tous ses pays membres.

Il semble nécessaire pour la mise en place d'une économie verte, une activité économique qui « entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources », l'emploi des dites monnaies alternatives associées à un système de change local. L'Allemagne respecte bien cette condition avec le développement du Chiemgauer, une monnaie régionale lancée en 2003 à Prien am Chiemsee, en Bavière.

Enfin, notre pays, en plus d'être un partenaire incontournable de la construction européenne, vante les bienfaits d'une économie mondiale. Nombreux sont les traités et les conventions identifiés comme fondamentaux par les Nations Unies que nous avons soutenu dans le cadre du Sommet du Millénaire en

2001. Nous concluons en soulignant l'importance, depuis des années déjà, de l'Allemagne en tant que moteur de l'Europe.